Comment (et pourquoi) parler de Révolution sous le Consulat : la *Correspondance politique et confidentielle inédite de Louis XVI*, par Helen Maria Williams

Paolo Conte

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/2400>

DOI : 10.4000/lrf.2400

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Paolo Conte, « Comment (et pourquoi) parler de Révolution sous le Consulat : la *Correspondance politique et confidentielle inédite de Louis XVI*, par Helen Maria Williams », *La Révolution française* [En ligne], 15 | 2018, mis en ligne le 13 décembre 2018, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/2400> ; DOI : 10.4000/lrf.2400

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© La Révolution française

Comment (et pourquoi) parler de Révolution sous le Consulat : la *Correspondance politique et confidentielle inédite de Louis XVI*, par Helen Maria Williams

Paolo Conte

1. Une parution contestée

- 1 Paris, été 1803 : la fin de la paix d'Amiens étant désormais officielle, les rapports entre la France et l'Angleterre sont à nouveau très tendus et nombre de contrôles de police se succèdent envers les réfugiés de l'île britannique¹. Néanmoins, ce ne sont pas seulement les possibles complots en soutien à la politique de Pitt de la part des réfugiés anglais qui inquiètent les autorités locales, mais aussi leur activité éditoriale. Par exemple, début juillet, le préfet de police Dubois commande la saisie d'un ouvrage, intitulé *Correspondance politique et confidentielle inédite de Louis XVI*, dans lequel la femme de lettres Helen Maria Williams, née à Londres en 1769 mais demeurant à Paris depuis plus de dix ans, livre ses commentaires sur des lettres du dernier des Bourbons jugées comme « plus qu'apocryphes ». Ses notes sont décrites par le préfet comme tendant à « présenter Louis XVI comme le plus vertueux des rois et même comme celui qui réunissait aux vues les plus saines en politique, les sentiments purs même comme roi constitutionnel² ». À l'appui de ses considérations sur la nature monarchique de cet ouvrage, Dubois affirme que le texte a « toute la couleur » du célèbre roman *Le Cimetière de la Madeleine* du royaliste Jean-Joseph Regnault-Warin, en ajoutant qu'il est d'« un genre plus sérieux et plus méthodique encore³ ».
- 2 D'ailleurs, quelques jours plus tard, le livre est comparé à d'autres ouvrages contre-révolutionnaires parus dans ces mêmes mois de 1803, tels que *La Pitié* de Jacques Delille et

le moins connu *Sophie, ou mon voyage à Besançon* de Sales⁴. Cette analogie est proposée par le Premier Consul en personne, qui, toujours très attentif à la production politico-culturelle de son époque, condamne durement la parution de ces trois ouvrages, en profitant de leur circulation hâtive pour ordonner au ministre Régnier d'interdire à chaque libraire la vente des textes pendant les sept jours suivant leur remise aux préfets⁵.

- 3 En analysant ces premières réactions, il semblerait donc que la *Correspondance de Louis XVI* doive s'inscrire dans un contexte se caractérisant par de fortes critiques contre-révolutionnaires envers le Consulat et que, par cette entreprise, Williams, en profitant de la montée des tensions entre Londres et Paris, vise à relancer l'image de l'ancien roi pour s'opposer au nouveau régime né de ses cendres. En réalité, la situation est différente, et bien plus complexe.
- 4 Si l'on analyse le profil politique d'Helen Maria Williams, on voit que, bien loin d'être une monarchiste acharnée, elle avait mené un parcours plutôt radical, non différent de celui d'autres femmes de lettres anglaises sympathisant pour la cause des révolutions atlantiques, comme Catherine Macaulay et Mary Wollstonecraft. En Angleterre, encore très jeune, elle avait fréquenté des personnalités non-conformistes, comme Richard Prince et Joseph Priestley, animant le salon londonien géré par sa mère et où elle avait commencé son activité littéraire et s'était approchée de positions libérales soutenant la tolérance religieuse et l'abolition de la traite des noirs⁶. Déménagée en France au début de la Révolution, Williams avait été une partisane de la cause républicaine restant toujours très proche des milieux girondins, ce qui lui causa plusieurs problèmes pendant la Terreur. Elle fut arrêtée avec sa mère et sa sœur en octobre 1793, lors de la grande rafle des Anglais de Paris, puis, libérée un mois plus tard, fut obligée de quitter Paris pour entreprendre un voyage en Suisse dont le récit fit l'objet d'une parution en janvier 1798⁷. Finalement, encore sous le Consulat, elle exalte publiquement la politique du Premier Consul menant à la paix entre la France et l'Angleterre⁸.
- 5 Par conséquent, force est de se demander s'il s'agirait d'un revirement rapide et brutal d'une ex-révolutionnaire déçue par la direction que les principes de 1789 ont pris au fur et à mesure du temps et par le tournant autoritaire de la République après le 18 Brumaire. Encore une fois, la réponse n'est pas si simple, ce qui est démontré par la réaction même de Williams à la saisie de son ouvrage.
- 6 Informée des ordres du préfet, la femme d'outre-manche s'empresse de protester avec des paroles exprimant non seulement toute sa fidélité à la cause révolutionnaire, mais aussi sa volonté d'inscrire cette parution dans une bataille politique, celle contre les défenseurs de l'Ancien Régime, qui, à son avis, est bien loin de se terminer sous le Consulat. Déjà à la mi-juillet, elle écrit au Ministre Régnier pour se déclarer comme toujours attachée « aux principes de la Révolution Française » ainsi que « fière de ses principes ». Elle explique ainsi toutes les visées qui l'ont poussée à entreprendre cette opération : après avoir pris possession de plusieurs lettres inédites de Louis XVI, elle a décidé de les rendre publiques afin d'utiliser ces véritables sources originales pour faire connaître à tout le monde la duplicité de la conduite du roi au cours des phases les plus troubles de la Révolution. Elle y a joint aussi des réflexions personnelles « propres à diriger l'opinion publique » et sans lesquelles la parution des lettres du roi aurait perdu sa véritable utilité politique⁹.
- 7 En outre, à son avis, même les passages les plus positifs sur le caractère privé de Louis XVI, c'est-à-dire ceux qui avaient suscité la préoccupation du préfet Dubois et du Premier Consul, doivent être perçus comme une confirmation de la pureté de ses

intentions anti-bourboniennes. En parlant de Louis XVI, elle affirme en fait que « si, en condamnant sa conduite politique, en réprouvant cette duplicité coupable qui a causé et aggravé les malheurs de la France [...], j'ai rendu un témoignage différent à son caractère privé, cette preuve d'impartialité ne peut qu'ajouter un nouveau poids lorsqu'on le condamne¹⁰ ». En somme, quelques louanges envers l'homme ne contrebalancent pas, au contraire, confirment les critiques envers le politicien.

- 8 De ce fait, d'après l'auteur, il semblerait plutôt que les propos à l'origine de son opération éditoriale vont dans un sens visant à prolonger, et non à renier, la bataille politique commencée en 1789. Au reste, déjà peu de mois avant la saisie, lorsqu'au printemps nombre de copies sont désormais prêtes à être mises en vente, le secrétaire de la police générale Desmarets se prononce en faveur de la libre circulation du texte en le jugeant comme « dirigé absolument contre les Bourbons, leur parti et le reste de la famille ». Le rapport de Desmarets est très intéressant, parce qu'il confirme que cette parution doit s'inscrire dans un véritable projet politico-historiographique mené par Williams avec l'aide remarquable de son éditeur, lui aussi d'origine anglaise et lui aussi ayant un passé révolutionnaire :

Il a été soustrait de différents dépôts et des cartons des Comités de gouvernement dans les Assemblées Nationales précédentes, des lettres du roi, de la reine et autres personnages marquants ; ces lettres que l'on suppose originales et qui pour la plupart portent en effet un caractère d'authenticité, forment une collection assez considérable et précise pour l'histoire du temps. Elles avaient été remises aux frères Levrault, libraires, il y a plus d'un an, pour être mises au jour avec des annotations favorables à la cause des Bourbons. Levrault a traité du manuscrit des lettres avec un autre libraire qui les a annotées et commentées dans un sens bien différent et qui se dispose à le publier, en Anglais et en Français. Ce libraire est M. Stone, Anglais, réfugié à Paris depuis 9 ans par suite d'un procès révolutionnaire qui lui a été suscité par M. Pitt. C'est Mlle Williams (Maria Helena), connue par quelques ouvrages précédents, qui est l'auteur des notes¹¹.

- 9 À ce point donné, force est de souligner que John Hurford Stone, né à Tiverton en 1763 et lui aussi ayant déménagé en France au début de la Révolution, se trouve être non seulement l'éditeur de Williams, mais aussi l'homme avec lequel elle est « intimement liée » depuis longtemps¹². Il s'agit d'une liaison qui date des premières années de la décennie précédente, lorsqu'ils se sont connus dans les salons littéraires proches des girondins¹³, et qui s'est consolidée par la suite autour d'une forte entente, tant amoureuse que politique, qui se prolongera jusqu'à la mort de Stone en 1818¹⁴. Ainsi, ce n'est pas un hasard si l'« Imprimerie de la rue Vaugirard n° 939 », qui édite la *Correspondance de Louis XVI* et dont Stone est le directeur, insère une note communiquant qu'elle gère aussi la vente d'un autre travail de Mlle Williams, le *Nouveau Voyage en Suisse*, paru en 1798 et décrivant le séjour qu'elle a passé, justement avec Stone, dans les cantons helvétiques en 1794-95¹⁵.
- 10 En outre, le fait que les rapports sur lesquels la femme de lettres s'appuie pour mener à bien la parution de son ouvrage remontent entièrement aux hommes connus pendant la période de la Révolution est confirmé par l'appui qu'elle reçoit après la saisie de son ouvrage par Antoine Français de Nantes, conseiller d'État en 1803 et auparavant, en 1790, membre de la délégation rencontrant en Angleterre la *London Revolution Society*, ainsi que, tout au long de la décennie révolutionnaire, député de l'Assemblée législative et du Conseil des Cinq-Cents. Ses rapports avec Williams étant très forts dès 1798¹⁶, il n'y a rien d'étonnant si, à la mi-juillet 1803, il s'adresse à Régnier pour lui demander de rendre à Williams les copies saisies en soutenant que « personne n'est plus qu'elle soumise à

l'autorité et plus disposée à la seconder » et qu'elle mérite, justement grâce à ses nombreux « volumes de lettres sur la Révolution française¹⁷ », tous les « droits à la reconnaissance de notre Pays », ainsi que la pleine « protection du gouvernement français »¹⁸.

- 11 En vue de cette affaire, il nous semble donc nécessaire de nous interroger plutôt sur les usages politiques que l'on a fait de ces lettres autant que sur leur patente véracité : c'est à dire que, d'un point de vue méthodologique, au lieu de nous lancer dans une enquête philologique dont le résultat s'avérerait loin d'être satisfaisant, nous préférons nous concentrer sur la nature performative de ces documents, voire sur l'analyse des visées par lesquelles Williams et Stone ont mené cette opération. N'étant pas en mesure de savoir si les documents publiés avaient véritablement fait partie de la fameuse armoire de fer de Louis XVI, nous envisageons donc d'approfondir le contenu concret de ces volumes de la *Correspondance politique et confidentielle inédite*, ainsi que d'analyser tant la suite des vicissitudes éditoriales de cette parution, que les conséquences qu'elle a provoquées dans le débat de l'époque et dans la carrière de son auteur. Bref, nous devons nous interroger sur les véritables buts politiques de cette opération, afin de bien réfléchir sur la manière dont il était possible, sous le Consulat et par la suite, de traiter de la Révolution. Et, par ce biais, de la prolonger.

2. Écrire sur le roi pour aborder la Révolution

- 12 Avant que Williams ait pris possession des lettres de Louis XVI, ces documents ont fait l'objet d'une certaine attention de la part des milieux royalistes, dont le but était de les utiliser pour évoquer l'image de roide l'ombre où la Révolution l'avait confiné et de favoriser son « apothéose » auprès des générations futures¹⁹. Nous ne savons pas comment l'éditeur Stone a réussi à s'emparer de ces lettres en les soustrayant à ces monarchistes pour les mettre à la disposition de son amie compatriote, mais nous savons que celle-ci a pu connaître l'édition française – qui par la suite n'est jamais officiellement parue – préparée par ces hommes qu'elle décrit comme les « amis de Louis XVI ». En fait,

c'est justement contre eux que, dans sa préface, Williams adresse la plupart de ses critiques. D'après elle, puisque les monarchistes ne reprochaient à la conduite du monarque « dans l'art difficile de gouverner » que « cette irrésolution qui neutralise tout [...] et cette faiblesse qui tue », le thème concernant les qualités du roi prend inévitablement une connotation publique et non seulement privée. Elle juge donc que la véritable question faisant l'objet du débat ne doit pas être l'activité de Louis XVI en tant que telle, mais celle de ses opposants.

- 13 Cela signifie que le texte, se proposant une lecture immédiate des événements révolutionnaires²⁰, s'inscrit pleinement dans ce contexte éditorial de la France consulaire de plus en plus marqué par une inflation des publications consacrées à l'histoire de la décennie précédente²¹. Il s'agit souvent d'ouvrages écrits par d'anciens protagonistes de la Révolution qui continuent d'être politiquement engagés même en cette phase du début du nouveau siècle pendant laquelle le tournant du 18 Brumaire, d'un côté, autorise un regard rétrospectif sur l'événement qui vient de s'achever, mais, de l'autre, entraîne de nouvelles questions concernant la structure sociale et le personnel politique dont la nouvelle République issue de la « tourmente » révolutionnaire doit se doter. Ainsi, par le biais de l'analyse de la correspondance de Louis XVI, Williams vise à intervenir dans ce débat en commençant tout d'abord par souligner l'extraordinaire valeur politique jouée par la Révolution française dans le parcours d'émancipation des peuples :

Il semble que ses partisans [du roi] ont moins cherché à défendre sa gloire, qu'à calomnier la mémoire des hommes célèbres qui formèrent le glorieux dessein de délivrer leur patrie de l'esclavage avilissant sous lequel elle gémissait depuis tant de siècles. C'est ainsi que, dans leur préface, ils qualifient leurs généreux efforts de vains crimes, qui ont produit de vains désastres ; et qu'ils prétendent que la révolution, en changeant tous les éléments de l'ordre social, a fait faire à la nation la plus spirituelle de l'Europe un pas rétrograde vers la barbarie [...].

La défense de Louis XVI n'est donc plus le sujet de la discussion, ou du moins elle n'en est qu'un objet secondaire. Ses partisans ont abandonné des retranchements où ils auraient pu se soutenir ; et en changeant de position pour attaquer, à leur tour, ils se sont exposés, ainsi que l'objet prétendu de leur idolâtrie, aux attaques les plus funestes. Ce n'est plus le roi qu'ils veulent défendre, c'est la révolution qu'ils s'attachent à dénigrer. Qu'ils ne s'étonnent donc pas, s'ils découvrent dans les observations que ces lettres nous ont suggérées, une sorte de prédilection en faveur de cette barbarie, vers laquelle la nation la plus spirituelle de l'Europe a fait, selon eux, un pas rétrograde. Y eut-il jamais, dans les annales du monde, une période plus propre à réveiller l'attention la plus profonde, à stimuler toutes les facultés de l'âme, à faire naître tous les sentiments que le sublime et le terrible peuvent inspirer, que l'époque de cette révolution qui doit changer, par ses effets, la condition et les destinées du genre humain? [...]

Accoutumée à regarder la révolution de France comme un des événements les plus importants des temps modernes, j'ai pensé que tout ce qui peut concourir à répandre quelque jour sur cette époque mémorable ne peut qu'inspirer de l'intérêt ; c'est dans cette persuasion que je hasarde d'offrir au public les observations qui accompagnent les lettres que je lui présente²².

- 14 La centralité de la Révolution dans l'économie argumentative de l'ouvrage est démontrée aussi par le constat que, des quelques 650 pages dont se composent globalement les deux volumes de la *Correspondance*, plus des trois quarts sont consacrés à la phase comprise entre la réunion des États Généraux en mai 1789 et la mort du roi en janvier 1793, alors que seulement une partie initiale mineure concerne les lettres écrites par Louis XVI pendant les quinze premières années de son règne. Au total, sur soixante-et-onze lettres éditées, seules les dix-neuf premières ne datent pas de la période révolutionnaire. De

plus, l'éditeur a ajouté quatre lettres qui, contrairement à toutes les autres, ne sont pas prises parmi celles présentes dans l'ouvrage préparé par les « amis de Louis XVI », car, selon Williams, ces derniers n'avaient choisi « que les lettres qui leur ont paru les plus propres à remplir le but qu'ils se proposaient », c'est-à-dire celui de « justifier entièrement le monarque ». Au contraire, pour elle la véritable « question à résoudre n'est pas de savoir si Louis XVI mérite l'apothéose, mais s'il est véritablement coupable du crime dont on l'a accusé », voire « d'avoir cherché à renverser la constitution et la révolution française qu'il avait tant de fois et si solennellement promis et juré de maintenir ». Cette « correspondance supplémentaire » s'avère donc nécessaire pour démontrer que « le roi était entièrement opposé à toutes les mesures prises en France depuis la formation des États-Généraux » et que, « hors d'état de résister à toute la nation, il voulait appeler les puissances étrangères à son secours »²³.

- 15 D'ailleurs, d'après la lecture de l'auteur britannique, même parmi les lettres choisies par les royalistes, il y en avait de nombreuses qui ne faisaient qu'attester l'attachement à l'Ancien Régime de l'ex-monarque et sa duplicité envers les conquêtes de la Révolution. Ainsi, si, d'un côté, on le voyait « hautement » professer son « attachement le plus sincère au nouvel ordre de choses », de l'autre, sa correspondance privée démontre que, « secrètement », il cherchait « tous les moyens de le renverser aussitôt qu'il en trouverait l'occasion »²⁴. En conséquence, bien qu'en soulignant dans plusieurs passages la « prudence » et l'amour envers le peuple de la part de Louis XVI, Williams ne peut s'abstenir de condamner toutes ses opérations politiques : « quelque respect que nous puissions avoir pour la piété du monarque, nous ne pouvons avoir qu'une idée bien peu avantageuse du jugement et des facultés intellectuelles de l'homme »²⁵.
- 16 Dans tous les cas, Louis XVI n'est pas le seul objet d'attention des commentaires de Williams, car il va de soi qu'un rôle de grande importance revient aux hommes qui l'entouraient et dont les conseils, émergeant de façon indirecte dans les lettres mêmes du monarque, l'ont beaucoup influencé. Ainsi, afin de ne pas se borner au roi et attaquer tout le camp de la contre-révolution, elle critique tant les manœuvres réactionnaires menées à l'échelle européenne par les nobles émigrés que l'aversion aux nouveaux principes manifestée par le clergé. Quant aux premiers, elle les juge plus acharnés que Louis XVI lui-même dans le combat pour la défense de l'Ancien Régime et soutient que, à cause de cet acharnement, ils ont fini par être les meilleurs émissaires de la cause révolutionnaire à l'étranger²⁶. À propos du clergé, elle écrit de façon ironique que, du fait de son habitude acquise « pendant des siècles » de « se regarder comme une autorité établie par le ciel pour régler les intérêts de la terre », il ne pouvait que refuser de « se soumettre tranquillement aux outrages et aux spoliations qu'une philosophie novatrice, appelée la majesté du peuple, avait osé commettre envers des droits aussi sacrés »²⁷.
- 17 Les commentaires de Williams ne sont ainsi pas seulement une défense pure et dure de la Révolution, mais aussi une analyse attentive de tout le camp démocratique. Cette lecture vise également à exposer les différences internes à ce camp et à soumettre à une critique sans complaisance une partie de ses composantes. Elle propose en fait une relecture des événements de la décennie précédente capable de rendre justice à ces hommes qui, ayant toujours combattu pour la cause de la Révolution, par la suite n'ont pas été pleinement appréciés²⁸. Ainsi, elle invite à juger le plus objectivement possible le choix révolutionnaire de condamner à mort le roi, question sur laquelle elle propose une lecture se présentant comme libre de tout excès de parti. Elle exhorte le lecteur à « se tenir également en garde » tant contre le « panégyriste asservi » de Louis XVI, c'est-à-dire

« l'adulateur déhonté qui ne voit d'autre erreur dans sa conduite que l'abandon qu'il fit de la plus légère partie de son autorité », que contre son « démagogue effréné », voire celui « qui, regardant la royauté comme un crime, pense que le supplice de celui qui en est revêtu, peut à peine l'expier ». À son avis, « la vérité est entièrement étrangère à de pareils écarts »²⁹.

- 18 Cette approche mène l'auteur à réévaluer notamment la sagesse politique des hommes du parti de la Gironde, c'est-à-dire les hommes qu'elle avait côtoyés dès le début de son séjour à Paris et avec qui elle continue encore à entretenir des rapports très importants³⁰. Ce n'est pas un hasard si l'ouvrage se conclut avec de longues annexes contenant d'autres écrits du roi, dont la note introductive de « l'éditeur », c'est-à-dire Stone, explique qu'il est en possession de ces manuscrits parce qu'il avait pu « fouiller dans certains papiers de Louis XVI en dépôt au ministère » lorsque le girondin Jean-Marie Roland, en 1792 responsable de l'Intérieur, l'avait chargé de « composer la justification du monarque ». D'ailleurs, tout le deuxième volume de la *Correspondance* est consacré à l'analyse des enjeux politiques se déroulant à Paris depuis l'été 1791 jusqu'à la condamnation à mort de Louis XVI, période qui avait marqué la prise du pouvoir de la première « génération » de « jacobins », voire des révolutionnaires qui, selon Williams, étaient « bien différents de leurs sanguinaires successeurs » et qui, ayant travaillé afin de construire un climat général d'unité nationale, étaient « regardés par tous les partis comme les amis les plus purs de la constitution et de la liberté »³¹.
- 19 Elle se concentre en particulier sur les manœuvres qui, à l'été 1792, avaient été menées par le parti de la Gironde dans le but de sauver le roi et d'empêcher la prise du pouvoir de la Montagne. Pour cette raison, la lettre du roi qui fait l'objet des observations les plus passionnées de Williams est celle que Louis XVI avait écrit fin juillet à l'un de ses frères afin de décrire la proposition « franche et loyale » qui lui avait été faite au cours d'une visite secrète par Pierre Vergniaud, l'un des chefs des girondins. D'après les commentaires de Williams, ce dernier, en peignant au roi toutes « les vues secrètes et sanguinaires de la faction des anarchistes », l'avait sollicité à s'activer pour rassembler « franchement, et sans délai, tous les partis qui pouvaient concourir efficacement à mettre l'État à l'abri de l'orage révolutionnaire ». Il s'agit d'une lettre très importante aux yeux de Williams et que l'on peut considérer comme la véritable clé politique de toute son entreprise. Par le biais de la description des manœuvres politiques menées par la Gironde pendant les « journées troubles » suivant le 20 juin et précédant le 10 août, cette missive permet à la femme de lettres de rendre public pour la première fois ce dont elle n'avait pas pu traiter auparavant, c'est-à-dire de l'existence, dès la phase précédant la proclamation de la République, d'un courant révolutionnaire qui, au cours de l'été 1792, avait tout mis en œuvre pour sauvegarder le pouvoir du roi³².
- 20 Williams non seulement ne cache pas les contacts de son parti avec la Cour, mais en défend aussi les buts, parce que, d'après elle, ces opérations visaient à faire respecter une constitution déjà en vigueur née d'un pouvoir révolutionnaire, ainsi qu'à garantir une harmonie sociale autour du monarque et à empêcher la prise du pouvoir de la faction la plus agitée, celle de Robespierre et ses amis. En fait, la nature violente et anarchiste de cette dernière rendrait inutile et néfaste même la proclamation d'un régime républicain, ce qui poussait la Gironde à opter pour une réunion « avec le parti qui était attaché ouvertement à la cour et à la constitution afin de la défendre contre une faction qui voulait englober l'une et l'autre ».

- 21 En outre, à son avis, il n'y avait pas de contradiction si, quelques semaines plus tard, le roi désormais mis hors-jeu par la prise des Tuileries et la France secouée par les massacres de septembre, les Girondins avaient poussé pour la solution républicaine, car celle-ci s'avérait la plus apte à s'emparer du pouvoir et, par conséquent, à empêcher la naissance d'un gouvernement exclusivement montagnard :

Ce serait outrager la mémoire de ces illustres martyrs de la liberté, que de chercher à justifier leurs principes. Nous les avons tous connus personnellement et intimement ; et nous croyons que la plupart d'entre eux avaient une forte prédilection pour le républicanisme ; mais un pareil penchant s'allie très-bien, dans des âmes pures, avec une soumission réelle et franche au vœu connu de la majorité ; et comme celui de la nation avait formé et accepté la constitution, le parti de la Gironde se crut obligé de la soutenir, plutôt que d'en hasarder une autre dont le succès ne pouvait être qu'incertain.

Mais, ajoute-t-on, non seulement les Girondins étaient républicains, ce sont eux, encore, qui ont fondé la république. Le fait est vrai ; mais nous demanderons aussi, quel autre parti pouvait prendre des hommes sincèrement attachés à leur patrie, lorsque, ainsi que cette lettre le met entièrement hors de doute, ils eurent fait inutilement tous leurs efforts pour soutenir la constitution ; et lorsqu'ils virent que la cour courait évidemment à sa perte, et entraînerait inévitablement tous ceux qui lui seraient attachés ? Quelle autre ressource leur restait-il, que de chercher à sauver la patrie de la seule manière qui pouvait leur promettre quelque succès ? Ils créèrent la république, ou plutôt ils désirèrent de créer une république qui, formée et dirigée par leurs principes, aurait été ce qu'elle devait être, un gouvernement sage, juste, vertueux et fort. Mais cette création eut à combattre les éléments les plus hostiles et les plus opposés ; et comme les génies malfaisants l'emportèrent dans cette grande lutte, la république devint, dès sa naissance, comme on devait s'y attendre avec de pareils guides, un despotisme plus affreux qu'aucun de ceux dont l'histoire moderne nous a conservé le souvenir.

[...] Que demandait ce parti ? Une réunion avec le parti qui était attaché ouvertement à la cour et à la constitution, afin de la défendre contre une faction qui voulait engloutir l'une et l'autre³³.

- 22 Finalement, il demeure nécessaire de souligner que, à la base de cette prise de position de Williams, très intéressée à soutenir les Girondins et résolument hostile envers les Montagnards, il y a non seulement la volonté personnelle de prendre sa revanche, au moins d'un point de vue historiographique, envers les hommes qui, dix ans auparavant, avaient causé la mort de nombre de ses amis ainsi que son arrestation et son exil, mais aussi et surtout un véritable but politique. Elle vise en fait à concrètement démontrer, sous le Consulat, que la génération de révolutionnaires dont elle fait partie, bien que toujours cohérente avec ses convictions républicaines, a été absolument prête à respecter les autorités au pouvoir et bien loin de se laisser séduire par des excès. Revient donc, après plus de dix ans, le projet de l'été 1792 visant à structurer la vie politique française autour d'un « extrême centre » qui, modéré mais révolutionnaire, doit se montrer capable de rallier les meilleures forces de l'échiquier politique : si, à l'époque, la monarchie républicaine envisagée par les Girondins de Vergniaud n'arriva pas à aboutir à cause de la montée au pouvoir de la gauche jacobine, en ce début de nouveau siècle, une république monarchique pourrait en revanche se bâtir grâce à la présence d'un homme qui, se transformant vite de général républicain en Premier Consul, s'est désormais imposé comme l'incarnation de ce centre politique capable d'éradiquer les forces extrêmes au nom de principes introduits depuis 1789³⁴.
- 23 L'opération éditoriale menée par Williams et Stone s'avère donc beaucoup plus qu'une simple analyse historique de l'activité du roi, car, en revenant sur les événements

marquant la fin de la Monarchie, elle vise à proposer, sous le Consulat, une nouvelle solution politique capable de stabiliser le cadre socio-institutionnel de la France de l'époque tout en gardant les conquêtes de la décennie révolutionnaire.

- 24 De ce point de vue, il nous semble que, dans sa recherche d'une issue pour le cadre sociopolitique de l'après 18 Brumaire, cette entreprise est fortement influencée par les réflexions parues juste un an auparavant (c'est-à-dire lorsque Williams était en train de rédiger ses commentaires) par Jacques Necker dans ses *Dernières vues de politique et de finance offertes à la Nation Française*. En s'interrogeant sur l'édification de modèles politiques « moins dangereux que les systèmes dont on a fait l'épreuve pendant le cours de la révolution », l'ex-ministre essayait de dépasser la bipartition entre Monarchie et République sans se borner à emprunter quelques traits de l'une et de l'autre, mais proposant la construction d'un régime fondé sur un pouvoir exécutif confié à un « homme nécessaire³⁵ ». D'ailleurs, l'ouvrage de Williams s'achève avec la transcription d'un projet de réforme proposé justement par l'ex-banquier genevois lorsqu'il était ministre à la veille de la Révolution. Ainsi, en concluant sur la figure de Necker d'avant 1789 et en le présentant comme un homme travaillant avec prudence pour la fin des privilèges, mais malheureusement ignoré par le roi (ce qui par la suite causerait les excès révolutionnaires), l'auteur et son ami éditeur visent à poser l'attention sur les pensées de Necker en 1802 et donc à inviter la France du Consulat à réfléchir davantage sur ses conseils institutionnels les plus récents.

3. Un message international pour continuer la révolution ou un « nouveau cri de ralliement pour tous les royalistes » ?

- 25 Dans les jours qui suivent la saisie de son ouvrage, Williams, en écrivant au ministre Régnier pour contester les ordres du préfet ainsi qu'en s'adressant à son ami François de Nantes pour demander de l'aide, souligne un autre but important de son opération éditoriale : la diffusion de la *Correspondance* même au-delà des frontières françaises, et notamment en Amérique. Pour cette raison, elle avait fait éditer, toujours avec le soutien de l'imprimerie de Stone, non seulement trois mille cent exemplaires en français, mais aussi deux mille cent copies d'une édition anglaise destinée à New York, où l'imprimeur Caritat se serait chargé de gérer la vente. De plus, dans ses pétitions, elle se montre intéressée davantage à l'édition anglaise qu'à l'édition française, car si, pour cette dernière, elle ne demande que le remboursement des frais déboursés, pour la première en se déclarant prête à renoncer « volontiers au bénéfice que lui aurait procuré la vente », elle pousse davantage afin que l'ouvrage « suive sa destination pour New York » en se disant disponible à « rapporter dans quatre mois les preuves de son arrivée » de l'autre côté de l'Atlantique³⁶.
- 26 L'édition américaine se compose de trois et non de deux volumes, car elle reproduit la traduction en anglais tant des lettres de Louis XVI que des observations de Williams, ainsi que la version originale en français des correspondances du roi. Cela pousse la police, au moins dans un premier temps, à la juger comme faite simplement pour les spéculations « d'une femme, et d'une femme libraire » qui vise à augmenter ses gains économiques. Au contraire, il nous semble que ce choix, étant marqué par la volonté de faire connaître

aussi en Amérique les événements et les protagonistes de la Révolution française, répond à de véritables buts politico-culturels sur lesquels il convient de se pencher.

- 27 L'imprimerie de Stone s'est depuis longtemps engagée dans la traduction (tant en anglais qu'en français) de textes républicains qu'elle propage des deux côtés de l'Atlantique. Pendant la Révolution, elle a édité, sous le nom d'« English Press³⁷ », les travaux de l'Écossais John Oswald³⁸, de l'Américain Joël Barlow³⁹ et de l'Anglais Thomas Paine⁴⁰, ainsi que de Stone lui-même⁴¹, tandis que, au début du Consulat, elle a mené une importante opération visant à faire connaître aux nombreux réfugiés demeurant à Paris le discours prononcé à Washington par le nouveau président de la République américaine, Thomas Jefferson, lors de son investiture le 4 mars 1801⁴². Il s'agit d'une entreprise qui s'inscrit dans une plus vaste tendance visant à internationaliser des textes portants sur des principes républicains afin de construire, même par le biais de cette communauté de concepts, une véritable fédération des républiques⁴³.
- 28 Du reste, les paroles de Williams, qui, dans sa pétition, avoue avoir été poussée à faire les frais d'une édition destinée à New York par des « encouragements non équivoques » de la part d'« amis éclairés », confirment l'existence autour d'elle d'un plus vaste milieu fortement intéressé à la diffusion de cet ouvrage dans le marché américain. Donc, l'édition anglaise, plus encore que l'édition française, fait partie d'un projet culturel où le soutien éditorial de Stone et la connaissance naturelle de la langue anglaise de Williams permettent d'économiser tant sur les frais que sur le temps de parution et où le véritable but est de lier la cause révolutionnaire française à la cause révolutionnaire atlantique en portant le regard sur les mérites politiques des opposants de Louis XVI même au-delà de l'océan.
- 29 À ce propos, il n'est pas anodin que, dans les pages de son ouvrage, Williams souligne toute l'importance que la Révolution américaine, jugée comme « la cause prochaine et efficiente de la révolution française », a joué dans les événements se déroulant en France

à partir de 1789. En commentant les « observations de Louis XVI contre l'Angleterre », elle affirme que la décision de Paris d'aider, dès 1778, les révolutionnaires d'Amérique, bien qu'exclusivement motivée par une politique hostile aux Britanniques, s'était vite avérée létale pour le gouvernement de Louis XVI, parce que, « en soutenant ouvertement la cause des colonies anglaises », les ministres de l'époque n'avaient fait qu'inviter « évidemment ses sujets à les imiter ». Ainsi, un « phénomène étrange dans le monde politique » se réalisa en France, celui de « voir un despote prendre les armes pour défendre le droit qu'ont les peuples de changer leur gouvernement ». Ainsi, encore, un véritable apprentissage révolutionnaire commença pour les soldats français, car la guerre d'Amérique « fut une école normale pour tous ceux qui y furent envoyés pour défendre la cause des insurgés » et permit à la jeune noblesse française de s'y instruire « dans l'art de faire les révolutions ». Williams peut donc conclure, encore une fois à propos du personnel animant en France la première période de la Révolution, que tous les hommes « qui défendirent la cause de la liberté dans les colonies » ont été « ensuite membres de l'Assemblée Constituante » et que même la suite de « l'histoire de la révolution nous prouve le zèle et l'ardeur généreuse avec laquelle ils propagèrent et établirent, dans leur pays, ces grands principes qu'ils avaient été chargés de défendre dans le Nouveau-Monde »⁴⁴.

- 30 Cependant, diffuser l'ouvrage aux États-Unis signifie également revenir sur la question de l'esclavage en réactivant ce combat transnational démarré sur les deux côtes de l'Atlantique plus de dix ans auparavant autour de la question des noirs réduits en servitude. Ce thème avait poussé tant Williams que Stone à militer pour des positions antiesclavagistes dès la période de leur formation en Angleterre, tandis qu'ensuite, en novembre 1792, les deux avaient participé à Paris à la *Société des Amis des droits de l'Homme*. Or, bien que, dans leur ouvrage, il n'y ait point de passages portant sur la question de l'abolition de la traite, le choix d'éditer le texte au-delà de l'Atlantique – et de le faire justement dans les mois où s'achève la proclamation de l'Indépendance de Haïti – atteste non seulement de la longévité de leurs contacts avec le monde américain, mais aussi de leurs visées de continuer à prolonger ce combat autour de la question de l'esclavage qui les avait tant marqués au début de leur engagement politique.
- 31 En tout état de cause, l'édition américaine n'est pas la seule à être consacrée au marché éditorial étranger, car nous pouvons enregistrer, pendant cette même période, la parution d'autres traductions de l'ouvrage, ce qui atteste la véritable dimension internationale que ce texte acquit très tôt. Dès 1803, une autre édition en anglais paraît, mais cette fois-ci consacrée aux lecteurs de l'autre côté de la Manche et éditée à Londres aux frais de l'imprimeur Robinson. L'année suivante, une version en langue allemande est imprimée à Strasbourg « aux dépens de la société des savants⁴⁵ ». La première, en trois volumes, n'est que la reproduction exacte de l'édition américaine faite par Williams et Stone, alors que la deuxième demeure un travail en partie inachevé, car elle est beaucoup

plus courte que l'original, ne se composant que d'un volume d'environ cent soixante pages⁴⁶.

Édition anglaise (volume premier) et édition allemande

- 32 Néanmoins, ces deux éditions, contrairement à celle destinée à New York, ne sont pas imprimées par la volonté de l'auteur, mais s'insèrent dans un trafic de livres pas tout à fait légal et dont Williams est l'une des victimes. Profitant du fait que l'ouvrage n'a été saisi qu'après une vente initiale qui a duré presque deux mois, plusieurs libraires et imprimeurs, étant en possession des premiers exemplaires, continuent à vendre des copies françaises de la *Correspondance* ou s'engagent dans des projets de réimpression d'éditions nouvelles. Ainsi, si, à Paris, les libraires Galant et Marchant, ainsi que l'Allemand Schröder, sont signalés par le ministre de l'Intérieur à cause de leur trafic à la baisse des prix de vente⁴⁷, ailleurs plusieurs imprimeurs font l'objet d'attentions de la police pour leurs tentatives de contrefaçon. Le marché de l'Est se trouve être le plus concerné, car si, à Strasbourg, comme nous l'avons dit, l'année suivante paraîtra une édition allemande, dès l'été 1803, tant à Metz qu'à Lyon, les inspecteurs ministériels interviennent pour mettre sous les scellés les presses d'autres imprimeurs accusés d'avoir contrefait l'édition originale.
- 33 À Lyon, des visites de police se font chez les libraires-imprimeurs Leroy, Leclerc et les frères Périsset, mais n'amènent aucun résultat, car les inspecteurs n'y trouvent que « quelques exemplaires, mais tous de l'édition de Paris », ce qui pousse le préfet à fermer les enquêtes, convaincu que « cette contrefaçon n'avait pas même été tentée à Lyon ». Dans la Moselle, au contraire, l'affaire s'avère différente, vu que, début septembre, la police arrête l'imprimeur Jean-Pierre Collignon, jugé « coupable de désobéissance envers le gouvernement pour avoir imprimé un ouvrage dont il savait que la vente était suspendue ». D'après ses déclarations, Collignon a imprimé l'ouvrage « à la demande de plusieurs libraires étrangers », en gérant en particulier sa diffusion en Allemagne, et

notamment à Leipzig et à Hambourg. Il est significatif que Collignon, bien qu'avouant son trafic, se justifie en soutenant qu'il l'a démarré parce que la *Correspondance* lui a paru « ne contenir rien contre le bon ordre et les principes de la révolution ».

- 34 En tout état de cause, au bout d'une période d'environ deux mois de saisie, la *Correspondance de Louis XVI* est mise à nouveau en circulation par un ordre du Premier Consul, qui en ordonne officiellement la main levée le 29 août⁴⁸. À ce propos, il n'est pas inutile de transcrire le rapport avec lequel le bureau des journaux conseille à Napoléon de se prononcer en faveur de sa libre circulation. En effet, ses paroles résument parfaitement les enjeux de cette affaire et démontrent que le livre est désormais considéré non seulement comme non dangereux, mais aussi comme nécessaire pour la lutte politique qui, au début de ce nouveau siècle, est menée par la République consulaire contre les nouveaux royalistes :

Les royalistes avaient préparé une édition de la *Correspondance confidentielle et inédite de Louis XVI* ; ils déclaraient franchement dans leur préface que le « but de leur ouvrage était de devancer le jugement de la postérité en jetant quelques fleurs sur la tombe d'un prince ami des hommes, dont certainement les générations à naître feront un jour l'apothéose ». Des motifs qu'on ne peut pas connaître ayant empêché cet ouvrage de paraître, Mlle Williams a entrepris de publier ces lettres, accompagnées d'observations propres à mettre en évidence la faiblesse et la perfidie politique de cet infortuné monarque. Les observations sont diffuses, assez mal centrées, mais elles sont dictées par un esprit animé de l'amour de l'humanité, de la liberté et des principes qui ont donné naissance à la révolution.

Quelques-unes des lettres de Louis XVI inspirent, il est vrai, un intérêt bien vif en faveur de ce malheureux prince. Mais si cette correspondance est faite pour attendrir sur le sort et les vertus de l'homme prince, elle montre sous un jour bien méprisable, sinon bien odieux, l'homme public. [...]

Mais il est une considération qui doit l'emporter de beaucoup sur l'intérêt que peut inspirer Louis XVI ; c'est la manière dont on envisage les princes de la famille, les deux frères et les émigrés fanatiques qui ont mieux aimé rester dans les Pays étrangers pour y cabaler contre leur patrie que d'accepter le généreux parti que leur offrait un gouvernement réparateur. Nous avons bien plus à craindre de ces rentes des Bourbons que de l'intérêt que peut inspirer une cendre inanimée. Or, dans toute cette correspondance, dans toutes les observations qui l'accompagnent, tout ce parti est constamment peint sous ses véritables couleurs. Partout on présente ces princes et leurs ministres comme des gens sans talents, sans principes, sans vertus, animés par un dessin aveugle de vengeance, ne demandant qu'une contre-révolution complète, fuyant lâchement le danger, mais ne craignant pas d'exposer la France aux horreurs d'une guerre civile et l'Europe entière à une désorganisation absolue, pour parvenir à leur but qui est uniquement de recouvrir leurs anciens privilèges. [...]

Cette correspondance paraîtrait donc un peu trop favorable au roi, mais je crains encore que la publication pourrait être utile au gouvernement actuel puisqu'elle montre à la nation entière que ces princes, qui sont les ennemis les plus acharnés du gouvernement consulaire, sont des êtres avilis, qui ne veulent que satisfaire leur ambition et leur vengeance, quoi qu'il en puisse coûter à la France, au monde entier. Enfin, quand même on eut pu croire plus prudent d'empêcher l'impression de cette correspondance ; il me semble que maintenant il vaut beaucoup mieux en tolérer au moins la publication, car enfin, malgré la suppression des exemplaires enlevés, cette correspondance sera connue. On la réimprimera sans observations, ou peut-être avec des observations perfides. Les lettres de Louis XVI, publiées et vendues malgré la défense du gouvernement, seront un nouveau cri de ralliement pour tous les royalistes⁴⁹.

- 35 Toutefois, malgré la fin de la saisie, les problèmes que la *Correspondance de Louis XVI* cause à Williams ne cesseront pas. En fait, si d'un côté, elle passe à la contre-attaque à l'égard de Collignon en demandant qu'on le condamne aussi à la rembourser « pour avoir voulu lui ravir le fruit de ses talents et de ses peines », de l'autre côté, une nouvelle contrefaçon à son détriment est découverte à Paris. Faite par l'imprimeur Henrichs, cette deuxième contrefaçon est d'un point de vue politique encore plus dangereuse, car elle « ne contient que les lettres seules, sans les commentaires », ce qui nous autorise à songer qu'elle vise à reproduire non tant l'édition de l'imprimerie de la rue Vaugirard, mais l'exemplaire, jamais paru, préparé par les monarchistes. De plus, trois jours seulement après la main levée de la *Correspondance*, un autre événement désagréable arrive à troubler les rêves de rachat de l'auteur : un Anglais nommé James Smith, officiellement directeur de l'imprimerie de la rue Vaugirard, mais concrètement bras droit de Stone, est conduit en prison pour avoir osé protester contre le déficit de quelques deux cent cinquante copies de l'ouvrage qu'il a remarqué au moment de la remise des exemplaires.
- 36 Or, même si, grâce à l'intervention d'autres « vieilles » connaissances révolutionnaires, comme le général Junot, Smith sera très tôt remis en liberté, la question demeure importante pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'elle atteste l'acharnement contre Williams et ses amis du préfet Dubois, lequel, obligé sur l'ordre du Premier Consul d'accepter la fin de la saisie de l'ouvrage, commande à ses agents d'arrêter Smith « sans lui donner le temps de faire sa réclamation » et les autorise à menacer de « faire raser l'imprimerie »⁵⁰. Puis, parce qu'elle démontre que les origines anglaises des protagonistes, ainsi que les réseaux de sociabilité animés par Williams et Stone, sont perçus comme préoccupants par la police, vu que Smith, faute d'autres motivations, est déclaré en arrestation justement « comme Anglais » et que, durant ses interrogatoires, on lui pose plusieurs questions sur la conduite de Williams et Stone⁵¹. Finalement, parce que la présence au sein de l'imprimerie d'un autre Anglais (James Smith), ainsi que l'activisme en soutien de ses manœuvres d'autres hommes, comme le libraire Debray (figurant dans la couverture du texte comme son principal vendeur) ou le négociant Athanase Coquerel (responsable administratif de l'imprimerie et beau-frère de Williams, ayant épousé sa sœur Cécile, dont il est resté veuf deux ans auparavant) témoignent de l'existence d'un réseau plutôt étendu à la base du projet menant à la parution de la *Correspondance*⁵². Bref, autour du couple Williams-Stone une véritable officine éditoriale s'est installée au numéro 939 de la rue de Vaugirard.

4. Le débat de quelques années, la bataille d'une vie

- 37 Pour Williams, même si elle soutient que « le moment d'en écrire l'histoire n'est pas encore arrivé », l'étude historique de la Révolution française constitue un but très important de son ouvrage. Les commentaires qu'elle insère dans sa *Correspondance* ne se bornent pas à l'analyse des lettres de Louis XVI, mais visent à proposer une relecture générale des premières années révolutionnaires et à réinterroger les enseignements de cette période afin de les rendre utiles dans le nouveau contexte de ce début de siècle. Elle conçoit donc son travail non comme un simple recueil de documents, mais en tant que véritable acte politico-historiographique à travers lequel elle s'emploie à défendre, dans la France du Consulat, les conquêtes de la Révolution contre les critiques de ses calomniateurs.

- 38 Ce n'est pas un hasard si l'objet principal de ses attaques est Antoine-François Bertrand de Molleville, ancien ministre de la Marine de Louis XVI en 1791-92 et, dix ans plus tard, auteur d'une *Histoire de la Révolution de France pendant les derniers jours de Louis XVI* visant à défendre le personnel le plus proche du roi et à montrer l'esprit de faction des hommes composant les deux premières Assemblées révolutionnaires⁵³. D'après Williams, Molleville non seulement a été, dès 1789, le « premier » à pousser dans le sens d'une « contre-révolution », en proposant au roi d'envoyer Mallet-du-Pan au-delà des frontières « pour concerter avec les cours étrangères le meilleur mode de rétablir l'ordre en France », mais surtout a continué à demeurer, même au début du nouveau siècle, l'un des principaux animateurs de la bataille contre-révolutionnaire menée à l'échelle européenne et antillaise. Avec son ouvrage, il s'est notamment permis, en bon « historien de la cour », de calomnier les protagonistes de la Législative en les accusant d'esprit séditieux et de manque d'attachement envers la Constitution⁵⁴. Pour cette raison, elle juge son *Histoire de la Révolution* comme utile « pour se former une faible idée des moyens honteux et criminels qui ont été employés pour égarer le roi et pour le plonger dans cet abîme de maux qui n'ont plané que trop longtemps sur la France⁵⁵ ». La *Correspondance de Louis XVI* s'inscrit donc dans le débat historiographique qui, dès la période consulaire, s'est ouvert dans toute l'Europe à propos des conséquences des événements français se déroulant à partir de 1789.
- 39 D'ailleurs, ce débat ne s'achève pas avec les attaques de Williams, mais se prolonge par la plume de Molleville lui-même, qui, vexé par les accusations reçues, fait paraître l'année suivante à Londres – où il se trouve en exil et où il a pu connaître, dès 1803, l'ouvrage de Williams grâce à l'édition anglaise éditée par l'imprimeur Robinson – une dure réplique intitulée *A Refutation of the libel of the memory of the late king of France published by Helen-Maria Williams*⁵⁶. Dans ce texte, l'ancien ministre de France soutient avoir lu la *Correspondance* « avec dégoût et indignation » et décrit cet ouvrage comme un « livre prompt à la spéculation » écrit par une femme « ayant moins de pitié que Robespierre » et connue en Angleterre pour sa « passion rageuse et débridée pour la démocratie ». Molleville commence son pamphlet en s'interrogeant sur le profil politique de Williams et sur son rôle pendant la Révolution, afin de rappeler sa « tendre admiration des Girondins » et de souligner que « cette femme, heureusement unique en son genre, est encore, et a toujours été, une zélote ardente de la Révolution française dont elle continue de parler avec la même admiration et le même enthousiasme ». À son avis, dans son ouvrage, la femme de lettres anglaise ne fait que se livrer à une exaltation indécente et sans borne des excès de la cause révolutionnaire, à tel point que « les écrits les plus sauvages et extravagants des Jacobins excités, les journaux de Marat et les harangues de Robespierre et de Barère n'offrent pas une plus belle frénésie d'enthousiasme que celle qui a dicté ces exagérations révolutionnaires »⁵⁷. Par la suite, il mène une véritable analyse philologique des lettres parues dans la *Correspondance* et fait remarquer que, souvent, l'auteur en a changé soit la date, soit le style, ce qui modifie le sens général des écrits du roi : d'après Molleville, « sa méthode habituelle est d'altérer et de mutiler de telle manière qu'elle est alors capable de l'utiliser ou de l'attaquer à son avantage ». En outre, il met en discussion la fiabilité de toute l'opération de Williams en soulignant qu'elle n'a donné aucune preuve crédible de l'authenticité des documents publiés.
- 40 Mais c'est surtout le but politique de la *Correspondance* que l'ancien ministre du roi ne peut pas s'abstenir de critiquer. Ainsi, n'oubliant pas de rappeler que lors de sa parution l'ouvrage de Williams a été « immédiatement stoppé » et a suscité une « indignation

générale », il attaque féroce­ment ses commentaires, qu'il juge comme « rien d'autre qu'un mélange écoeurant d'impostures, de calomnies, de contradictions et de déclamations révolutionnaires, ridiculement assemblés »⁵⁸. D'après Molleville, donc, si, en faisant paraître la *Correspondance*, Williams a eu une « double visée, m'insulter et infliger à Louis XVI une salissure », en rédigeant sa *Refutation*, il vise à lui répondre pour défendre la mémoire du roi si injustement calomnié et, en même temps, pour rétablir la vérité historique qu'il a racontée peu d'années auparavant dans son *Histoire de la Révolution*⁵⁹.

41 Les critiques de l'ancien ministre de Louis XVI demeureront lettre morte pendant toute la période impériale, car ni Williams ni aucun de ses amis ne répliqueront à la *Refutation*. Néanmoins, le débat sur la *Correspondance* trouve un nouvel élan pendant la Restauration, lorsque d'autres accusations lui seront adressées. En particulier, c'est l'authenticité de l'ouvrage qui est mise en question quand, à la mi-juin 1818, sur les pages du *Journal de la Librairie*, le bibliographe Beuchot n'hésite pas à le définir comme entièrement « apocryphe ». L'occasion de s'exprimer sur ce texte lui est donnée par la parution, l'année précédente, d'un travail de François Babié de Bercenay, *Louis XVI peint par lui-même*, se fondant presque entièrement sur les lettres du roi publiées par Williams en 1803⁶⁰. La date de cette attaque n'est pas le fruit du hasard, car non seulement le retour sur le trône des Bourbons pousse à relancer les polémiques envers les ouvrages ayant critiqué l'un des membres de leur famille, mais même la mort de John Hurford Stone, survenue à Paris moins d'un mois auparavant, a définitivement privé la *Correspondance* de son plus influent avocat, voire de l'homme qui a été le véritable architecte de l'opération pour avoir acheté et fait paraître les lettres. Aux accusations de Beuchot suit, un mois plus tard, la réponse polémique de Théophile Gide, éditeur de l'ouvrage de Bercenay, qui défend l'opération de Williams et soutient la nécessité de « renseignements plus certains pour remettre en doute l'authenticité de ces lettres où respire d'ailleurs un si grand caractère de vérité ». Toutefois, peu de semaines après, une contre-réplique de Beuchot renforce les imputations d'apocryphe, tandis que, l'année suivante, un autre texte, celui de Jean Eckard intitulé *Une lettre sur l'éducation du Dauphin, attribuée à Louis XVI, est-elle authentique ?*, analyse en particulier l'une des lettres présentes dans le texte de Williams afin d'en souligner les anachronismes et de contester la fiabilité de l'ouvrage⁶¹.

42 En tout état de cause, en nous abstenant de suivre les polémiques philologiques qui ont lieu pendant la Restauration sur l'originalité des lettres, il vaut mieux remarquer que, après 1815, la *Correspondance* n'est pas exclusivement une source de problèmes pour son auteur. En 1817, lorsque Williams demande (toujours avec son ami Stone) à être naturalisée française, sa pétition est acceptée par la préfecture de la Seine avec une motivation qui concerne justement l'ouvrage qu'elle avait consacré aux lettres du Roi : Williams est décrite par les inspecteurs comme une femme « connue dans l'empire des lettres par différents ouvrages [...] où respirent la saine morale et l'amour de l'ordre légitime » et également comme ayant « donné dans divers écrits politiques les preuves de son attachement constant à l'auguste dynastie des Bourbons ». Parmi ces écrits, « on remarque celui qui a pour titre *Correspondance de Louis XVI avec ses frères*, jugé comme le plus apte à « donner une juste idée du mérite de son auteur »⁶². Ainsi, avec le changement de régime, la lecture monarchiste de son ouvrage – la même lecture qui, à l'été 1803, lui a causé la saisie de différentes éditions – tout à coup se reproduit, mais cette fois-ci en faisant la joie de Williams. Bref, un texte écrit avec le but de défendre la cause révolutionnaire et auparavant durement critiqué par les plus chauds partisans de Louis XVI, après 1815, devient, paradoxalement, un titre de mérite pour son auteur.

43 Néanmoins, par la suite, Williams paiera cher cette appréciation de la monarchie restaurée. En fait, le caractère bourbonien de son ouvrage – concrètement dû plus à son titre qu'à son contenu – d'un côté contribue de façon presque décisive à lui faire obtenir la naturalisation française, d'un autre lui causera de nombreuses dénonciations d'incohérence, surtout par ceux qui, notamment dans sa terre natale, n'ont pas pris la peine de lire ses commentaires. Ainsi, en 1827, désormais à la veille de sa mort, Williams vexée par des accusations réitérées depuis plus d'une décennie et qu'elle se refuse à accepter, se voit obligée d'intervenir encore une fois dans le débat public. Elle le fait avec un ouvrage, *Souvenirs de la Révolution française*, visant non seulement à raconter les événements dont elle a été la protagoniste dès 1789, mais surtout à « repousser une accusation dirigée contre moi par quelques écrivains de l'Angleterre qui trouvent que j'ai changé d'opinion pendant les dernières années⁶³ ». Elle est donc froissée par l'une des accusations les plus répandues envers nombre de combattants de la Révolution, c'est-à-dire celle d'opportunisme politique honteux, celle de caméléonisme idéologique méprisable, en fin de compte, celle d'avoir été une girouette tournant avec le vent des changements institutionnels, toujours prête à trahir les valeurs de l'origine pour défendre ses intérêts personnels⁶⁴.

44 Toutefois, la *Correspondance de Louis XVI* lui ayant causé de nombreuses déceptions, Williams tient à défendre pour la dernière fois, juste quelques mois avant de rejoindre, dans la section n° 39 du cimetière du Père Lachaise, le tombeau de sa mère et celui de son « ami » Stone, la cohérence des convictions révolutionnaires ayant caractérisé toute son existence politique :

Avant de terminer ces pages, me sera-t-il permis de faire un retour sur moi-même, et de répéter que j'ai l'espoir d'avoir pleinement justifié mes opinions dans le cours de la révolution, et d'avoir montré que, si les événements ont changé, mes sentiments sont restés les mêmes. Habitée dès ma jeunesse à fixer mes vœux sur ces nobles causes qui embrassent les intérêts généraux de l'humanité, et ayant appris de bonne heure que le mot de tyrannie est synonyme de misère, j'ai toujours aimé la liberté d'un amour sincère. J'espère avoir prouvé que mes principes (et les principes politiques d'une femme dérivent toujours de ses sentiments) ont toujours penché du parti opprimé. Je n'ai pu rester indifférente spectatrice des événements qui se sont accumulés devant moi. Il n'est pas vrai que j'ai prôné tour à tour, comme on l'a dit, les symboles de la terreur, de l'aigle impériale et le drapeau blanc. Je crois avoir traversé la révolution avec plus de constance. Loin de m'avouer humblement coupable d'une telle faute, j'ose au contraire réclamer une part quelconque de mérite auprès des amis de la liberté, pour avoir si longtemps défendu sa cause⁶⁵.

NOTES

1. Roger BOUTET DE MONVEL, *Les Anglais à Paris, 1800-1850*, Paris, Plon-Nourrit, 1911, p. 1-61.
2. Alphonse AULARD, *Paris sous le Consulat*, Paris, Cerf, 1909, t. IV, p. 219-220.
3. Pour une comparaison entre les deux ouvrages voir Julia DOUTHWAITE, « Le roi pitoyable et ses adversaires : la politique de l'émotion selon J.-J. Regnault-Warin, H.-M. Williams et les libellistes de Varennes », *Revue d'histoire littéraire de la France*, n° 110, 2010, p. 917-934.

4. Jacques DELILLE, *La Pitié*, Paris, Giguet et Michaud, 1803 ; J. P. SALES, *Sophie, ou mon voyage à Besançon*, Paris, Gérard, 1803.
5. *Correspondance de Napoléon Premier, publiée par ordre de Napoléon III*, Paris, Bibliothèque des introuvables, 2006, t. XIII, p. 388. Plus en général sur le contrôle de la presse à cette époque : André CABANIS, *La Presse sous le Consulat et l'Empire : 1799-1814*, Paris, Société des études robespierristes, 1975 ; Dennis A. TRINKLE, *The Napoleonic Press: the public sphere and oppositionary journalism*, Lewiston, Mellen Press, 2002 ; Veronica GRANATA, « Marché du livre, censure et littérature clandestine dans la France de l'époque napoléonienne : les années 1810-1814 », *Annales historiques de la Révolution française*, 2006, n° 343, p. 93-122.
6. Sur la carrière politique d'Helen Maria Williams, la référence la plus exhaustive, bien que datée, est Lionel WOODWARD, *Une anglaise amie de la Révolution française. Hélène Maria Williams et ses amis*, Paris, Champion, 1930. D'autres informations utiles sur son activité pendant la décennie révolutionnaire sont dans l'ouvrage de Steven BLAKEMORE, *Crisis in Representation: Thomas Paine, Mary Wollstonecraft, Helen Maria Williams, and the Rewriting of the French Revolution*, Madison, University Press, 1997, p. 153-162.
7. H. M. WILLIAMS, *Nouveau voyage en Suisse*, Paris, Pougens, 1798.
8. H. M. WILLIAMS, *Ode to peace*.
9. Archives nationales de France (dorénavant AN), F/7, cart. 6359, doss. 7420 (*Affaire Williams*), Lettre de Williams à Régnier, Paris, 21 messidor XI [10 juillet 1803].
10. *Ibid.*
11. *Ibid.*, Lettre de Desmarests à Régnier, Paris, 6 floréal an XI [26 avril 1803].
12. AN, BB/11, cart. 125A, doss. 7019/B3 ; Blakemore (*Crisis in Representation...*, *op. cit.* p. 156-157) soutient la possibilité d'un mariage secret entre Williams et Stone.
13. Sur les milieux politiques qu'ils fréquentaient avant la Terreur : L. WOODWARD, *Une anglaise amie...*, *op. cit.*, p. 60-74 ; Mathieu FERRADOU, « Histoire d'un "festin patriotique" à l'hôtel White (18 novembre 1792) : les Irlandais patriotes à Paris, 1789-1795 », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 382, 2015, p. 123-143. Sur Stone, voir John Goldworth ALGER, *Englishmen in the French Revolution*, London, Marston, Searle and Rivington, 1889, p. 63-79 ; Michael RAPPORT, *Stone, John Hurford (1763-1818), radical and printer*, in *Oxford Dictionary of National Biography*, Oxford University Press, 2004. Sur les radicaux anglais pendant la Révolution, Michael DAVIS, « Le radicalisme anglais et la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 342, 2005, p. 73-99 ; Rachel ROGERS, « Vectors of Revolution: The British Radical Community in Early Republican Paris, 1792-1794 », thèse de doctorat de l'Université de Toulouse le Mirail, 30 novembre 2012.
14. Voici le testament de Stone, signé en août 1817 et ouvert le 26 mai 1818, c'est-à-dire quatre jours après sa mort : « Voulant reconnaître les services signalés et l'amitié constante de Helen Maria Williams, je lui donne et lègue tout ce que au jour de mon décès saura m'appartenir tant en meubles qu'en immeubles, droits et créances », AN, MC/ET/LXV, cart. 656. Stone est enterré au cimetière du Père Lachaise par la volonté de Williams avec une dédicace très significative sur son tombeau : « À la mémoire de John Hurford Stone, né en Angleterre en 1763, mort à Paris le 22 mai 1818. Défenseur éclairé de la religion et de la liberté. Dernier tribut d'une longue amitié. H. M. W. ».
15. Sur la valeur de ce texte, voir les réflexions intéressantes de Bernard GAINOT, « La République et la pastorale. Autour du nouveau voyage en Suisse de Helen Maria Williams (1798) », in Gilles Bertrand, Pierre Serna (dir.), *La République en voyage, 1770-1830*, Rennes, PUR, 2013, p. 265-281.
16. AN, F/17, cart. 1031, doss. 4.

17. La référence porte sur les nombreux travaux historico-politiques d'Helen Maria Williams parus en anglais et en français : *Letters containing a sketch of the politics of France, from the 31st of May, 1793, till the 10th of Thermidor, 28th of July, 1794 and of the scenes which have passed in the prisons of Paris*, Londres, Robinson, 1795 ; *Nouveau voyage en Suisse*, Paris, Pougens, 1798 ; *Aperçu de l'état des mœurs et des opinions dans la République Française : vers la fin du XVIII^e siècle*, Paris, Levrault, 1801.
18. AN, F/7, cart. 6359, doss. 7420 (*Affaire Williams*), Lettre de François de Nantes à Régnier, Paris, 26 messidor en XI [15 juillet 1803].
19. Helen Maria WILLIAMS, *Correspondance politique et confidentielle inédite de Louis XVI, avec ses frères, et plusieurs personnes célèbres, pendant les dernières années de son règne, et jusqu'à sa mort*, Paris, Imprimerie de la rue Vaugirard n° 939, an XI-1803, t. I, p. VIII-IX.
20. Sur ce sujet : Philippe BOURDIN (dir.), *La Révolution, 1789-1871. Écriture d'une histoire immédiate*, Vizille, Presses Universitaires Blaise Pascal, 2008 ; Loris CHAVANETTE, Francesco DENDENA, « L'historien vivant (1789-1830) », Loris Chavanette, Francesco Dendena (dir.), *La Révolution française*, n° 10, 2016 ; F. DENDENA (dir.), *Nella breccia del tempo. Scrittura e uso politico della storia in Rivoluzione*, Milan, Bruno Mondadori (coll. Scritti di storia) », 2017.
21. Juste à titre d'exemple, c'est à cette époque qu'Emmanuel de Toulangeon, ancien membre de l'Assemblée Constituante, député au Corps Législatif dès 1802, commence la publication de ses quatre volumes consacrés à *l'Histoire de France, depuis la révolution de 1789, écrite d'après les mémoires et manuscrits recueillis dans les dépôts civils et militaires*, Paris, Treuttel et Würtz, 1801-1810.
22. *Ibid.*, p. XXIV-XXVII.
23. H. M. WILLIAMS, *Correspondance politique...*, *op. cit.*, t. II, p. 158-159, 182.
24. *Ibid.*, t. I, p. 279.
25. *Ibid.*, p. 223.
26. « Rien ne contribua plus à donner une idée favorable des principes de la révolution française, aux habitants des différentes parties du continent, où la noblesse française émigra, que la conduite de ces défenseurs fugitifs de l'autel et du trône [...]. Les révolutionnaires n'auraient pas pu employer des émissaires plus actifs et plus utiles, que les émigrés de cette espèce. Ils furent la terrible propagande qui rendit odieuse la cause de l'autel et du trône », *ibid.*, p. 293-294.
27. *Ibid.*, p. 238-239.
28. Nous expliquons de cette façon sa défense de Lafayette, auquel « on ne peut pas enlever l'honneur d'avoir été le premier à proclamer, dans son pays, les axiomes sacrés qui furent la base de la révolution française, ni contester celui d'avoir souffert, avec dignité, pour elle », *ibid.*, t. II, p. 45.
29. *Ibid.*, t. I, p. XV.
30. Sur les réseaux internationaux fréquentés par Williams sous le Consulat, ainsi que sur la continuation de ses rapports avec les anciens girondins voir Lionel WOODWARD, *Une anglaise amie...*, *op. cit.*, p. 142-152.
31. Stone aussi, dans sa note aux annexes, explique que, à l'été 1792, « la Gironde était revenue à des sentiments modérés ; on voulait sauver le roi », H. M. WILLIAMS, *Correspondance politique...*, *op. cit.*, t. II, p. 205.
32. Sur les événements et la lutte politique se déroulant dans les semaines avant et après la proclamation de la République en France voir Michel BIAUD, Philippe BOURDIN, Hervé LEUWERS, Pierre SERNA (dir.), *1792, entrer en République*, Paris, Armand Colin, 2013.
33. H. M. WILLIAMS, *Correspondance politique...*, *op. cit.*, t. II, p. 118-121.
34. Sur la notion d'« extrême centre » ainsi que sur sa construction menée par Bonaparte pendant le Consulat, voir Pierre SERNA, *La République des girouettes : 1789-1815 et au-delà. Une anomalie politique : la France de l'extrême centre*, Seyssel, Champ Vallon (coll. « La chose publique »), 2005, p. 418-466.
35. Jacques NECKER, *Dernières vues de politique et de finance offertes à la Nation Française*, an X - 1802.

36. AN, F/7, cart. 6359, doss. 7420 (*Affaire Williams*).
37. Sur l'activité de cette imprimerie, voir Madeleine STERN, « The English press in Paris and its successors, 1793–1852 », *Papers of the Bibliographical Society of America*, n° 74, 1980, p. 307–359.
38. John OSWALD, *Review of the constitution of Great-Britain*, Paris, printed at the English press by Gillet, 1792 ; idem, *The Government of the people, or A sketch of a constitution for the universal commonwealth*, Paris, printed at the English Press, first year of the French republic, 1793.
39. Joël BARLOW, *Advice to the privileged orders in the several states of Europe, resulting from the necessity and propriety of a general revolution in the principle of government*, Paris, printed at the English Press and sold by Barrois, 1793.
40. Thomas PAINE, *Dissertation on first-principles of government*, Paris, printed at the English Press, an III (1795).
41. John Hurford STONE, *A Letter from John Hurford Stone to Dr. Priestley*, Paris, English Press, IV year of the Republic (1795).
42. Le texte original en anglais est accompagné non seulement de la traduction française, mais aussi italienne et allemande : Thomas JEFFERSON, *Speech of Thomas Jefferson, president of the United States, delivered at his instalment, March 4, 1801 at the city of Washington with translations into the French, Italian and German tongues*, Paris, English Press, 1801.
43. Pierre SERNA, « Introduction – L'Europe, une idée nouvelle à la fin du XVIII^e siècle ? », *La Révolution française, Dire et faire l'Europe à la fin du XVIII^e siècle* ; Pierre SERNA, « La République est toujours un peu plus loin... », in Gilles Bertrand, Pierre Serna (dir.), *La République en voyage, op. cit.*, p. 401–414.
44. H. M. WILLIAMS, *Correspondance politique...*, op. cit., t. II, p. 286–289.
45. Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg, cote : D.119.226.
46. Il est important de souligner que, bien que beaucoup plus courte, l'édition allemande contient également la traduction de la préface de Williams.
47. AN, F/7, cart. 6359, doss. 7420 (*Affaire Williams*), Lettre de Régnier à Dubois, Paris, 5 fructidor an XI [24 août 1803].
48. AN, F/7, cart. 6359, doss. 7420 (*Affaire Williams*).
49. Idem.
50. Idem., Lettre de Williams à François de Nantes, Paris, 20 fructidor an XI (7 septembre 1803).
51. En décrivant l'affaire à son ami François de Nantes, Williams conclut : « [...] dans l'interrogatoire de M. Smith, on lui fit bien des questions sur ma conduite, et celle de M. Stone ainsi que sur les personnes que je recevais chez moi ». F/7, cart. 6359, doss. 7420 (*Affaire Williams*), Lettre de Williams à François de Nantes, Paris, 20 fructidor an XI [7 septembre 1803].
52. Informés de l'arrestation de Smith, Debray et Coquerel se hâtent, avec Stone, de se rendre à la Préfecture pour s'offrir de « lui servir de caution », Idem.
53. Antoine-François BERTRAND DE MOLLEVILLE, *Histoire de la Révolution de France pendant les derniers jours de Louis XVI*, Paris, Giguet, an IX-1801 - an XI-1803. Il faut remarquer que l'éditeur Giguet, qui fait paraître l'ouvrage de Molleville, est le même qui, deux ans plus tard, édite *La pitié* de Jacques Delille, c'est-à-dire l'un des trois ouvrages (parmi lesquels il y a aussi la *Correspondance*) qui, à l'été 1803, sont saisis sous l'accusation de royalisme.
54. H. M. WILLIAMS, *Correspondance politique...*, op. cit., t. I, p. 340.
55. *Ibid.*, t. II, p. 33. Les autres citations sont en t. I, p. 290, 315, 324, 340 ; t. II, p. 34–36, 112–114.
56. A. F. BERTRAND DE MOLLEVILLE, *A Refutation of the libel of the memory of the late king of France, published by Helen-Maria Williams, under the title of: "Political and confidential Correspondence of Lewis the sixteenth"*, London, Cadell and Davies, 1804.

57. *Ibid.*, p. 11, 31.

58. *Ibid.*, p. 83-94.

59. « [...] S'engager à traduire des papiers si douteux, pour le moins qu'on puisse dire, afin de les torturer, par le biais d'un commentaire, dans un pamphlet exécrable sur la mémoire du roi, et de prononcer cette calomnie sous le titre frauduleux de *Correspondance politique et confidentielle inédite de Louis XVI* exige un degré d'impudence et de méchanceté que seule Miss Williams pouvait atteindre. Que l'indignation qu'elle a méritée et qui m'a forcé à traiter de sa production scandaleuse puisse lui enseigner enfin à respecter la vérité, le malheur, la vertu et les cendres de Louis XVI ! Les cendres de mon Roi ! Je ne souffrirai jamais qu'il soit impunément dérangé, car, pendant ma vie, ma voix et ma plume seront consacrées à défendre sa mémoire et à proclamer ses vertus ! », *ibid.*, p. 102.

60. François BABIÉ DE BERCENAY, *Louis XVI peint par lui-même, ou Correspondance et autres écrits de ce monarque : précédés d'une notice sur la vie de ce prince, avec des notes historiques sur sa correspondance et ses autres écrits*, Paris, Gide fils, 1817.

61. Jean ECKARD, *Une lettre sur l'éducation du Dauphin, attribuée à Louis XVI, est-elle authentique ?*, Paris, Nicolle, 1819. Pour d'autres informations sur cette polémique, voir L. WOODWARD, *Une anglaise amie...*, *op. cit.*, p. 220-239.

62. AN, BB/11, cart. 125A, doss. 7019/B3.

63. H. M. WILLIAMS, *Souvenirs de la Révolution française*, Paris, Dondey-Dupré, 1827, p. 2.

64. Par exemple, dès 1815, à Paris est publié le *Dictionnaire des girouettes ou nos contemporains peints par eux-mêmes*. Sur le concept de « girouette » et sur son rôle central dans l'édification de la modernité politique française, force est de renvoyer à P. SERNA, *La République des girouettes...*, *op. cit.*, lequel, à juste titre, nous invite à une analyse approfondie de cette catégorie, convaincu que « bien plus complexe et riche de perspectives est la compréhension des conditions qui font que le "vent" tourne », car « cela implique de ne plus focaliser son attention sur la conséquence ultime du phénomène de météorologie politique, lorsque vire la girouette, mais au contraire de s'intéresser à la cause de son mouvement dans un espace plus étendu ».

65. H. M. WILLIAMS, *Souvenirs de la Révolution française*, *op. cit.*, p. 198-199.

RÉSUMÉS

En 1803, la parution de la *Correspondance de Louis XVI* suscite l'attention de la censure napoléonienne, préoccupée par le resurgissement des partisans des Bourbons. Néanmoins, le texte s'avère avoir un but différent, car les lettres du roi sont accompagnées par des observations visant à faire connaître la duplicité de sa conduite. L'auteure, Helen Maria Williams, est une femme anglaise installée en France dès le début de la Révolution. En traitant du roi et de la fin de son pouvoir, elle vise à analyser la première période révolutionnaire pour défendre l'activité de ses amis girondins et pour proposer une nouvelle solution institutionnelle pour la France du Consulat. Il s'agit donc d'une opération éditoriale qui s'inscrit dans un projet politico-historiographique visant à prolonger la bataille politique commencée en 1789. Cela est d'ailleurs prouvé par le fait que l'éditeur est son compagnon, John Stone, lui aussi d'origine anglaise et ayant un passé révolutionnaire, et que les deux traduisent en anglais la *Correspondance* pour la faire paraître également aux États-Unis.

In 1803, the publication of the *Correspondence of Louis XVI* raises the attention of the Napoleonic censorship, preoccupied by the resurgence of the Bourbon party. However, the text has a different purpose, because the king's letters are accompanied by some observations aiming to reveal his duplicitous conduct. The author, Helen Maria Williams, is an English woman who moved to France at the beginning of the Revolution. By writing about the king and the end of his power, she aims to analyse the first revolutionary period in order to defend the activities of her friends, the Girondins, and to propose a new institutional solution for Consular France. This editorial operation is clearly part of a real political project which aims to extend the political battle that had started in 1789. Further evidence of this plan is the fact that the publisher of her work is her partner, John Stone, himself a revolutionary man from England, and that they translate in English the *Correspondence* to distribute it in the United States.

INDEX

Mots-clés : Espace atlantique, Histoire immédiate, immigrants anglais, Traductions, Censure politique

Keywords : Atlantic area, Immediate history, English immigrants, Translations, Political censorship

AUTEUR

PAOLO CONTE

Doctorant

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et université de San Marin